



CITES INTERCULTURELLES – POINTS POLITIQUES

S'engager avec des communautés religieuses et convictionnelles

Le Conseil de l'Europe et ses villes partenaires ont développé une approche interculturelle de la diversité et de l'inclusion (y compris l'intégration des migrants) qui permet aux villes de promouvoir « l'unité dans la diversité », d'en tirer profit et de minimiser les risques liés à l'immigration et à la diversité culturelle.

Ses éléments clés sont les suivants :

- La création d'espaces et d'opportunités pour une réelle interaction et co-crédation entre les personnes d'origines culturelle et sociale diverses pour établir la confiance et réaliser le potentiel créatif de la diversité ;
- Le partage du pouvoir - politique, éducatif, social, économique, culturel – impliquant des personnes de diverses origines dans la prise de décisions au niveau des institutions locales;
- Le développement des compétences interculturelles dans des organisations publiques, privées et de la société civile ;
- L'adoption du pluralisme culturel et des identités multiples à travers un discours de leadership et des actions de pédagogie urbaine;
- La gestion positive des conflits, en brisant les stéréotypes et en engageant un débat sur l'impact et le potentiel de la diversité pour le développement local;

Les personnes de différentes confessions et qui ont d'autres visions du monde composent une part importante de la diversité croissante de nombreuses villes actuelles. Toutefois, les gouvernements nationaux et les autorités locales à travers l'Europe estiment souvent qu'il est difficile de s'engager de manière positive avec elles, et d'encourager les personnes de diverses opinions et confessions à des relations positives avec les autres. Ce document d'information expose pourquoi et comment les relations avec les personnes qui pratiquent et vivent différentes confessions religieuses et visions du monde représentent un facteur important des activités des villes interculturelles, et peuvent contribuer à favoriser la confiance, le vivre ensemble, la lutte contre les préjugés, la cohésion et aider à réaliser «l'avantage de la diversité».

Partout en Europe, la recherche a démontré que les contributions substantielles des groupes confessionnels à la société civile comprennent des rôles au sein du patrimoine culturel / diversité, du capital social et du développement de services sociaux. Ces aspects ont tous un potentiel important à ajouter au bien-être des citoyens et à l'avantage commun de la diversité d'une ville. Réaliser cet avantage nécessite une connaissance approfondie de la complexité des relations entre la croyance religieuse, la pratique religieuse, la participation à une communauté religieuse, le rôle culturel de la religion et de la tradition religieuse, ainsi que leurs diverses interactions avec les différentes cultures et histoires de la migration. Une telle compréhension peut s'acquérir au moyen de formations ciblées et d'initiatives diverses sur le terrain impliquant des citoyens.

Une approche globale

Pour être plus efficace, l'approche de la ville pour impliquer différentes confessions dans des stratégies interculturelles devrait être intégrée dans des stratégies de diversité et d'inclusion plus large pour toucher différentes parties prenantes potentielles et opérer à différents niveaux. Il est nécessaire de considérer soigneusement qui devrait être impliqué, en veillant à reconnaître la diversité *au sein même* des groupes religieux ainsi *qu'entre* les groupes religieux et trouver des moyens de faire participer les groupes importants (tels que les femmes et les jeunes), systématiquement privés de rôles de leadership officiels au sein de certaines communautés religieuses. De plus, trouver des façons positives et créatives de s'engager avec ceux qui ne seraient normalement pas intéressés par des relations avec des personnes d'autres religions est crucial dans l'élargissement de la portée et l'impact des stratégies.

Ces stratégies devraient privilégier le dialogue entre les parties prenantes (pas seulement des dirigeants religieux, mais aussi des responsables civils et des leaders d'opinion), un aménagement raisonnable, un enseignement/ une pédagogie urbaine appropriés, et une impartialité inclusive (les autorités locales devraient se comporter de manière impartiale (ne pas chercher à favoriser un groupe ou un autre). Le dialogue est important mais pas suffisant – il est la première étape d'un processus qui doit mener à la co-création qui est l'expression ultime de l'égalité des citoyens.

Ces stratégies peuvent être contrôlées ou conseillées par des structures spécifiques, comme par exemple, un conseil interreligieux ou interculturel où ne sont pas seulement représentés des groupes confessionnels mais aussi diverses institutions publiques ou des organisations de la société civile. Il est important de faire un effort particulier pour impliquer les groupes confessionnels difficiles à atteindre ainsi que des humanistes, des athées, et autres communautés «philosophiques» qui ne se considèrent pas comme religieuses. Le but des relations interconfessionnelles est la cohésion sociale/communautaire, d'où l'intérêt potentiel pour tous les membres de la communauté.

Une telle structure pourrait être une ressource précieuse pour l'élaboration de politiques sur des questions telles que les espaces religieux funéraires, les cérémonies et les célébrations religieuses publiques, ainsi que la prévention et la résolution des conflits autour des expressions publiques de la foi¹.

Soutenir les groupes et les initiatives (inter) confessionnels

Le type de soutien public qui peut être apporté aux organisations et communautés religieuses individuelles est généralement réglementé par la loi et ne fait pas l'objet de ce document. Cependant, s'il est à la discrétion des autorités locales de décider de certains types de soutien, les principes clés qui devraient être respectés d'un point de vue interculturel sont les suivants:

- Apporter un soutien équilibré aux différents groupes confessionnels, sous réserve de leur adhésion aux principes fondamentaux des droits de l'homme et de la démocratie, garantir la liberté et le droit d'avoir une confession religieuse, ainsi que le droit de ne pas en avoir, et garantir la liberté de conscience et d'expression.
- Soutenir en priorité les initiatives qui favorisent l'interaction et l'établissement de liens entre les différentes religions et convictions, comme par exemple des journées «mosquée ouverte» et

¹ Exemples : Le Comité interreligieux auprès du Conseil Régional d'Alsace, Marseille Espérance ; Le Conseil Extra municipal de la Laïcité et du Vivre Ensemble (CELVE)

«église ouverte » qui accueillent des visiteurs souhaitant mieux connaître les différentes confessions.

Par exemple, la « Longue nuit des religions » a été organisée à Berlin en 2014. Plus d'une centaine de lieux liés aux cultes ont ouvert leurs portes pour que le public puisse venir y chanter, prier, discuter et suivre les visites guidées et les lectures. Une grande table a été dressée pour inviter les personnes à partager, l'eau, le pain et des biscuits. Une prière interreligieuse pour la paix était organisée à 23 heures. En 2015, de tels événements auront lieu à Montréal et à Paris, grâce aux efforts de l'association Coexister (<http://www.coexister.fr>)

- La création d'espaces physiques et virtuels partagés permettant d'autres possibilités d'engagement mutuel, que ce soit (par exemple) à travers le partage de bâtiments ou par l'utilisation de l'internet pour favoriser le réseautage entre les groupes confessionnels, et entre les groupes religieux et la communauté plus large, en créant un « espace communautaire » numérique. L'objectif est de créer des espaces partagés, non dominés par un seul groupe religieux.

Certaines villes, comme Londres Lewisham, ont tenté de développer des espaces partagés/interreligieux. Cela s'est révélé être un processus long et complexe, notamment pour trouver des groupes désireux de coopérer pour l'utilisation des espaces communs et pour trouver des systèmes de gestion courante de tous les bâtiments concernés. L'implication de nouveaux acteurs tels que des promoteurs privés dans ces processus est un facteur important de réussite.

A Fisksätra, Nacka, au sud de Stockholm, musulmans, luthériens et catholiques romains se sont unis au sein d'un projet unique pour tenter de combattre le sectarisme en réunissant leurs trois groupes dans une « Maison de Dieu » commune. D'après Henrik Larsson, un pasteur de l'Eglise de Suède à Nacka et gestionnaire de ce projet, le nouvel immeuble sera le seul lieu de culte de ce type dans le monde et ce sera la première fois depuis la construction de la Mosquée Umayyad à Damas dans les années 600² qu'une église et une mosquée seront hébergées dans un même édifice.

Des calendriers interreligieux (Grenoble, Montréal), l'ouverture de lieux de prières neutres, etc. peuvent être cités comme autres exemples.

Etablir la confiance, gérer les conflits et les dilemmes religieux

Les groupes religieux et les personnes impliquées dans les communautés religieuses peuvent être des partenaires précieux pour la ville dans la gestion des conflits ou pour trouver des réponses aux dilemmes liés à la foi dans la sphère publique ou dans les entreprises. Afin de leur permettre d'être une telle ressource, les autorités locales peuvent mettre en place ou soutenir des espaces et des possibilités de dialogue et de débat, comme :

- Organiser des réunions en entreprise avec les différentes confessions représentées dans la communauté pour discuter des questions religieuses qui peuvent affecter les employés et pour définir des approches communes pour les lieux de travail et les prestations de services³;

² <http://www.thelocal.se/20110302/32360>; <http://www.apg29.nu/index.php?artid=14930&hl=en>

- Soutenir des événements qui facilitent les connexions interpersonnelles et l'interaction des personnes à travers les religions et les convictions, comme par exemple en partageant la nourriture, en assistant à des festivals culturels et musicaux ou simplement en permettant à ceux qui ont divers points de vue et affiliations religieuses de passer « du temps ensemble dans la sphère privée, se rendre visite, aller au théâtre, participer aux fêtes saintes des autres, faire des balades ensemble ou participer à des festivals des voisins ».
- Encourager l'apprentissage de différentes religions, par exemple par des actions culturelles et éducatives (par exemple le musée de la foi à Oslo). La méconnaissance des religions ou des groupes religieux par les fonctionnaires peut conduire à la peur et à la création de préjugés à un engagement positif avec les groupes confessionnels. C'est pourquoi, il est important de former de médiateurs afin d'interagir de manière positive et proactive avec différents groupes sur ces questions.
- Développer des moyens plus efficaces pour soutenir le dialogue interreligieux et la compréhension mutuelle entre les divers perspectives / groupes dans les écoles et chez les jeunes afin de les aider à découvrir différentes religions et à pratiquer le vivre – et faire-ensemble comme antidote au sectarisme et à la haine⁴; Promouvoir les villes comme destinations touristiques potentielles en vantant l'aspect intéressant de la diversité locale culturelle et religieuse.

Un concours photo pour les jeunes sur «Religion à Copenhague» a provoqué un énorme engagement positif

L'initiative de Rotterdam « Ville safari » permet à la fois aux touristes et aux habitants de réserver des visites personnalisées d'endroits liés à différentes cultures et religions dans la ville, et même de visiter les maisons et expérimenter l'hospitalité des personnes de différentes origines culturelles et religieuses; La campagne Neuchâtois 2012 à Neuchâtel, a permis aux citoyens de visiter les maisons des jeunes de divers horizons religieux pour démystifier les préjugés et démontrer que les jeunes de toutes les confessions ont des modes de vie et des intérêts similaires.

- Trouver des moyens collectifs pour discuter des dilemmes restants et développer des procédés efficaces pour résoudre les conflits sous-jacents continus dans la pratique.

A titre d'exemple, la ville de Botkyrka a facilité le dialogue public concernant les demandes des musulmans pour un «appel à la prière ». Le processus adopté à Botkyrka avait inclus des tentatives explicites pour:

³ <http://www.lecese.fr/travaux-publies/le-fait-religieux-dans-lentreprise>

⁴ Certaines organisations, comme Coexister, ont une large expérience dans ce domaine
http://www.coe.int/t/dg4/cultureheritage/culture/Cities/Newsletter/newsletter37/coexister_en.asp

- Reconnaître que toutes les réactions doivent être considérées dans un contexte plus large ;
- adopter des valeurs et des principes communs qui devraient s'appliquer de manière égale à tous les groupes de la ville;
- impliquer un large éventail de points de vue dans les discussions; et
- chercher à gérer de façon proactive tout conflit qui aurait pu surgir par ailleurs.

L'association « Tous ensemble » à Sarajevo, regroupe depuis 30 ans des jeunes de différentes communautés ethniques ou religieuses afin de développer des actions sociales ou d'éducation afin de promouvoir la réconciliation⁵.

⁵ <http://www.mrv.ba/eng/projekti/grupa-za-mlade-svi-zajedno>